

## OPINION

# L'Europe affaiblie par ses dirigeants, comme la Chine le fut de 1830 à 1950!

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

**L**a forte récession actuelle est née des réactions inadéquates de beaucoup de dirigeants à la pandémie Covid-19. Cette crise est aggravée par un manque généralisé de confiance, notamment dans ses dirigeants, par le retour du protectionnisme en Chine, aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que par les tensions géopolitiques. La récession entraînera des mouvements sociaux, en réponse aux inégalités croissantes et aux privilèges perçus comme insupportables. Ces périodes de tensions sont propices au populisme de gauche et de droite, et aux flambées de violences. Pourtant, en Europe, que fait-on ?



Le 15 juin, la Commission européenne a reçu la notification que le Royaume-Uni ne chercherait pas à prolonger la période de transition au-delà du 31 décembre 2020. Les négociateurs cherchent toujours un deal.

En réponse à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui, dans son arrêt du 5 mai dernier,<sup>(1)</sup> s'interrogeait sur la proportionnalité des rachats de dettes de plus de 2.600 milliards € réalisés depuis 2015 par la Banque centrale européenne (BCE), la BCE a communiqué le 25 juin que ce sont des mesures proportionnées pour aider l'économie de la zone euro, car cela a « permis de soutenir la croissance tout en poursuivant l'objectif de stabilité des prix ». La BCE admet que les banques et les épargnants ont souffert des taux d'intérêts fort bas, mais souligne que les emprunteurs en ont profité.<sup>(2)</sup>

Dans sa lettre du 11 juin 2020, Paul Goldschmidt a rappelé que « dans un monde devenu étroitement interdépendant - pour le meilleur et le pire - la seule réponse à la crise qui vaille c'est la solidarité tant au niveau individuel que national, continental et mondial si l'on espère atténuer l'ampleur des dégâts qu'elle est en passe de provoquer. »<sup>(3)</sup>

Partout, les dirigeants font l'inverse. La Chine défie tant les États-Unis que l'Inde. M. Trump traite l'Europe en ennemie. Les États membres de l'Union européenne (UE) affichent leur désunion sur la plupart des dossiers. Les présidents des partis politiques belges semblent avoir perdu le sens du compromis. Paul Goldschmidt concluait à juste titre : « les gouvernements se bercent d'illusions et induisent le citoyen en erreur ».

Le 15 juin dernier, M. Trump a annoncé la réduction de moitié du nombre des militaires américains en Allemagne, de 52.000, selon lui, à 25.000. Ils étaient 34.674 en mars 2020, d'après le Pentagone. Pour M. Trump, l'Allemagne ne contribue pas assez « au budget de l'OTAN » et le déséquilibre de la balance commerciale entre l'Allemagne et les États-Unis est trop élevé.<sup>(4)</sup> Le Pentagone a précisé que 9.500 soldats vont quitter l'Allemagne pour la Pologne, afin de renforcer l'OTAN et la dissuasion de la Russie. Souvenons-nous que pendant la guerre froide, 250.000 soldats américains étaient stationnés en Allemagne de l'Ouest. En 2000, il n'y en avait plus que 70.000 et en 2010, 48.000.

Le gouvernement allemand estime qu'un tel transfert de troupes vers l'Est pourrait accroître les tensions avec la Russie. Il a aussi évalué les conséquences économiques du retrait. 12.000 Allemands sont employés par les forces armées américaines en Rhénanie-Palatinat (à la base aérienne de Ramstein, qui appuie les opérations en Irak ou en Afghanistan, ainsi qu'à l'hôpital militaire de Landstuhl), dans le Bade-Wurtemberg (au commandement des troupes américaines d'Europe et d'Afrique à Stuttgart), en Bavière (au centre d'entraînement militaire de Grafenwöhr) et en Hesse (au quartier général européen de l'armée américaine à Wiesbaden).<sup>(5)</sup>

Ce transfert de troupes vers l'Est laisse beaucoup d'Allemands indifférents : 61% des lecteurs de l'article précité considèrent que c'est sans importance pour leur sécurité, 28% sont d'un avis contraire, 11% ne se prononcent pas. Sans doute ont-ils une idée de ce que coûte le stationnement des Américains au budget du Bund : 100 millions € par an soit, au cours des dix dernières années, 648,5 millions € pour des constructions et 333,9 millions € pour des pensions aux anciens employés des forces armées américaines, pour la réparation des dommages causés par les soldats américains et pour le remboursement des investissements américains dans les anciens casernes. Savent-ils que le Pentagone estime ses dépenses en Allemagne pour

2020 à environ 8,125 milliards de dollars (7,2 milliards €), soit 61 fois plus ?<sup>(6)</sup>

## Les objectifs pour la présidence allemande de l'UE...<sup>(7)</sup>

Le gouvernement allemand veut renforcer notre communauté européenne de droit et de valeurs en trouvant des réponses convaincantes aux questions essentielles de sécurité et de migration en étroite collaboration avec nos partenaires européens. Il veut améliorer la coopération transfrontalière entre autorités policières dans le cadre d'un partenariat européen de police, pour que les policiers de l'Union européenne aient accès aux informations des autres États membres dont ils ont besoin.

Il veut s'investir dans la résolution du conflit en Libye, dans la gestion des conséquences de la crise syrienne, dans la résolution de la question nucléaire avec l'Iran, dans le Sahel et dans l'est de l'Ukraine. En outre, il soutiendra la solution des deux États comme perspective de paix pour le conflit au Moyen-Orient et il va demander à l'UE de continuer à soutenir l'Afghanistan. Il préconise l'adhésion à l'UE de la Serbie et du Monténégro et débute les négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. Il soutient la politique menée par le Haut Représentant envers la Russie dans le cadre du partenariat oriental et de la stratégie pour l'Asie centrale. Il veut contribuer à un partenariat avec l'Asie dans les domaines de l'énergie, des transports et de la numérisation, ainsi qu'intensifier les relations économiques et la coopération scientifique avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

Pour rendre l'UE forte dans le monde, il veut l'intégration de toutes les politiques et des ressources civiles et militaires disponibles en l'Europe, notamment les instruments de prévention des crises, de stabilisation, de gestion des conflits et de reconstruction, ainsi que la promotion à long terme de la paix et du développement durable. Il soutiendra l'élaboration d'orientations politiques pour la prévention des crises, la gestion des conflits et la promotion de la paix. Il veut poursuivre le développement de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et renforcer sa résilience et sa capacité d'action globale dans les domaines civil et militaire, en améliorant les processus, pour permettre un développement coordonné, plus cohérent et plus ciblé des capacités des États membres de l'UE, notamment les compétences numériques et les capacités de cyberdéfense des forces armées.

Il veut enfin promouvoir la coopération UE-OTAN par le dialogue, la transparence et une coordination plus régulière.

## ... une voie sans issue

Ce ne sont malheureusement pas ces incantations rituelles qui vont permettre à l'Europe de se redresser économiquement et politiquement. Depuis le 22 novembre 2005, l'Allemagne dirigée par Mme Merkel n'agit plus au niveau européen que dans son propre intérêt, pour disposer d'un marché unique où écouler sa production. Adenauer, Schmidt, Kohl et Schröder sont loin...<sup>(8)</sup>

Le choix de la chancelière de n'être qu'un protectorat américain s'est une nouvelle fois manifesté par sa récente décision de remplacer une partie de ses avions Tomados par 45 F-18 produits par Boeing. Elle veut garder la capacité de lancer une bombe nucléaire gravitationnelle B-61 et ainsi rester dans le cadre de la dissuasion nucléaire de l'OTAN, alors que la US Air Force remplace ses B-61 par des missiles AGM-86B, vecteurs d'une tête nucléaire W80-1. Ils peuvent atteindre des cibles à 2.400 km, les avions restant hors de portée des avions de chasse et des systèmes anti-aériens S-300, S-400 et S-500 russes, chinois, iraniens et même turcs.<sup>(9)</sup>

Mme Merkel n'explique pas ce qu'une meilleure coopération UE-OTAN pourrait nous apporter. Compte tenu de l'attitude des présidents Trump et Erdogan et de la désunion de l'UE, la présidence allemande devrait s'avérer aussi inefficace que celle de la Croatie, qui n'a même pas pu faire adopter une liste de pays peu contaminés au Covid-19, permettant à leurs résidents de venir en Europe en juillet.

## Vers une prise de conscience plus générale du contexte géopolitique ?

Gardons néanmoins l'espoir qu'à force de plaider, les esprits s'ouvrent aux réalités. Même le général Desportes admet<sup>(10)</sup> que « La défense de la France ne peut être française et qu'elle ne peut passer que par l'Europe de la défense qui répond à un impératif d'échelle. Une puissance moyenne ne peut plus se doter d'un

système de défense cohérent comme ce fut le cas jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. En supposant qu'il en ait la volonté politique, un État européen n'a plus la capacité budgétaire d'agir de manière substantielle dans les 5 espaces, sur terre, sur mer, dans l'air, dans l'espace et dans le cyberspace. A cela s'ajoute l'augmentation exponentielle des coûts des armements. Il faut donc réduire les parcs à chaque saut générationnel. Le choix est entre un système de défense échantillonnaire et incomplet ou un système exhaustif supranational, européen pour les États de ce bout de continent. Au niveau technique donc, il faut unir nos moyens. Il faut que la défense de l'Europe soit faite par l'Europe, alors qu'aujourd'hui de 70% à 100% des capacités sont fournies par les États-Unis, plus de 70% pour les avions et les hélicoptères d'attaque, 90% pour les AWACS, 100% pour les systèmes d'alerte anti-missiles balistiques. Depuis 2015, après les attentats terroristes, les attaques cyber, la crise migratoire, l'Europe est toujours aussi mal préparée. (...)

Les Européens doivent consolider leurs contributions au lieu de se défausser systématiquement sur les équipements américains pour assurer la cohérence opérationnelle de leurs forces. Il leur faut rationaliser leurs capacités qui comportent autant de redondances que de manques. Il faut qu'ils fassent converger leurs processus d'acquisition et consolider la base industrielle et technologique de défense européenne. Il faut établir la convergence des programmations nationales. La relève des grands équipements est problématique. La recherche de défense est sous-financée. Les structures de planification de commandement et de conduite des opérations civiles et militaires sont inadaptées. Il faut une tour de pilotage des crises.

La deuxième proposition du général Desportes est de promouvoir une voix singulière et souveraine européenne. L'Europe n'est pas une association de marchands. Elle est porteuse d'un héritage, d'une vision. Elle doit en être le garant. L'Europe n'est pas seulement un marché, une histoire, une manière de vivre ensemble. C'est une vision du monde, que seule une souveraineté apaisée permettra de faire vivre et perdurer. Sans renier les Nations qui sont la force et la singularité de l'Union. Il faut l'Europe des nations selon la formule « l'indépendance dans l'interdépendance », avec l'application du principe de subsidiarité. Il ne faut pas opposer souverainetés nationales et souveraineté collective. Loin de s'exclure, elles doivent se conjuguer. Le renforcement de la souveraineté européenne est devenu la condition des souverainetés nationales. Mais l'UE n'a pas le choix. Elle doit devenir une puissance si elle ne veut pas être impuissante, dépendante des décisions des autres.

En conclusion, pour le général Desportes, l'UE doit devenir politique et géopolitique. La souveraineté de ses États est conditionnée par l'autonomie stratégique de l'Union et par la prise de conscience que cette dernière n'est possible qu'en la cherchant de manière complémentaire à la fois au niveau national et au niveau européen. Il ajoute que « ce qui n'a pas marché depuis 70 ans ne va pas fonctionner maintenant. On ne fera pas d'armée européenne en agrégeant petit à petit des petits morceaux de forces. Il faut la volonté politique des dirigeants, poussés par leurs peuples. Ce ne sont pas des problèmes juridiques mais de conviction, de persuasion et d'information. Il faut raconter une histoire commune.

La nation n'existe que par la volonté d'un certain nombre d'y croire. Nous ne sommes pas assez à croire dans l'Europe. Il faut une grande idée de l'Europe, même si on est encore un peu loin des joies et des illusions de la neuvième symphonie de Beethoven. Plus que jamais, affirme le général Desportes, nous devons développer une identité européenne et forger une culture européenne partagée. Il ne faut pas parler de diminution de souveraineté mais de souveraineté conjuguée.

Là où le général Desportes se trompe, c'est lorsqu'il appelle à une confédération européenne. La confédération est une association d'États qui mettent en commun certains moyens politiques et économiques tout en conservant leur souveraineté. L'histoire montre que les confédérations soit se transforment en fédérations, soit se dissolvent. La

Confédération suisse fondée en 1291, devint fédérale en 1848 après la guerre civile du Sonderbund. Les États-Unis d'Amérique ont en 1787 remplacé les articles de la Confédération de 1776 par une constitution fédérale, ayant fait l'expérience d'une gouvernance inadéquate au cours de la guerre d'Indépendance. L'Allemagne devint fédérale en 1949, ayant tiré les leçons du passé. Quant à la Confédération des États indépendants, conçue par M. Gorbatchev en 1990 pour succéder à l'Union des républiques socialistes soviétiques, elle a très rapidement dysfonctionné puis éclaté.

Pour peser dans le monde, pour faire face aux menaces et aux défis actuels, il reste à l'Europe la voie de la fédération. Celle-ci est une union d'États, qui lui transfèrent ou partagent avec elle une part de souveraineté en rédigeant une constitution. Celle proposée par la S€D<sup>(11)</sup> maintient la souveraineté du peuple et institue la délégation des pouvoirs qui émanent de celui-ci, ainsi que l'équilibre entre la fédération et les pouvoirs locaux.

1) Voir mon article dans *Agefi Luxembourg* de mai dernier et Bundesverfassungsgericht, Zweiten Senats, Beschlüsse der EZB zum Staatsanleihekaufprogramm kompetenzwidrig, 2 BvR 859/15, 2 BvR 980/16, 2 BvR 2006/15, 2 BvR 1651/15, [https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2020/05/rs20200505\\_2bvr085915.html](https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2020/05/rs20200505_2bvr085915.html), 5. Mai 2020.

2) Jean-Philippe Lacour, AFP, « Rachats de dette : face aux critiques des juges suprêmes allemands, la BCE veut rassurer », in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/rachats-de-dette-face-aux-critiques-des-juges-supremes-allemands-la-bce-contre-attaque-en-rassurant-851206.html>, 25 juin 2020.

3) Paul Goldschmidt, « La « drôle de crise » », in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/economie/decideurs-chroniqueurs/la-drole-de-crise-5ef31b637b50a66a59b65e64>, 24 juin 2020.

4) AFP, « Donald Trump annonce réduire drastiquement les effectifs militaires américains en Allemagne », in *Le Monde*, [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/16/donald-trump-annonce-reduire-drastiquement-les-effectifs-militaires-americains-en-alleagne-6042963\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/16/donald-trump-annonce-reduire-drastiquement-les-effectifs-militaires-americains-en-alleagne-6042963_3210.html), 16 juin 2020.

5) lohe./dpa, « Trump billigt Plan für Truppenabzug aus Deutschland », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/trumps-praesidentschaft/pentagon-truppenabzug-aus-deutschland-beschlossen-16840688.html>, 1. Juli 2020.

6) dpa, « Fast eine Milliarde Euro für amerikanische Truppen », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/fast-eine-milliarde-euro-fuer-amerikanische-truppen-16847852.html>, 6. Juli 2020.

7) Auswärtiges Amt, *Gemeinsam. Europa wieder stark machen. Programm der deutschen EU-Ratspräsidentschaft 1. Juli bis 31. Dezember 2020*, <https://www.eu2020.de/blob/2360246/d0e7b758973f0b1f56e74730bfdaf99d/pdf-programm-de-data.pdf>, 30. Juni 2020, p. 18 sv.

8) Thomas Wieder, « Angela Merkel : Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que l'Union européenne ne s'effondre pas », in *Le Monde*, [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/26/angela-merkel-il-est-dans-l-interet-de-l-alleagne-que-l-union-europeenne-ne-s-effondre-pas-6044319\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/26/angela-merkel-il-est-dans-l-interet-de-l-alleagne-que-l-union-europeenne-ne-s-effondre-pas-6044319_3210.html), 26 juin 2020.

9) hoe./AFP, « SPD kritisiert angeblichen AKK-Vorstoß zu Kauf von Kampffjets in Amerika », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/grosse-koalition-spd-kritisiert-angeblichen-akk-vorstoss-zu-kauf-von-kampffjets-in-amerika-16732790.html>, 20. April 2020.

10) Vincent Desportes, « Souveraineté et défense de l'Europe : une ardente obligation post-pandémique », in *La lettre d'EuroDéfense France*, n° 69, juillet 2020, p. 21-24. Le général de division en 2e section de l'Armée de terre française Vincent Desportes a dirigé le Collège interarmées de Défense (CID) de 2008 à 2010. Il est professeur des universités associé à Sciences Po Paris et enseigne la stratégie à l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC).

11) Voir <https://www.seurod.eu/livres.html>.



Jean Marsia

## Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe Pourquoi et comment ?

Préface d'André Flahaut